

L'école de Villaine



fut baptisée **Louis Moreau** le 11 février 1947.



Louis Moreau, **un inspecteur primaire dans la résistance étampoise**

Louis Moreau, dont la principale artère d'Etampes porte le nom, fut l'un des chefs de la résistance dans le sud de la Seine-et-Oise, de 1942 jusqu'à son arrestation fin juin 1944. Si les archives permettent d'approcher l'action professionnelle de cet inspecteur de l'enseignement primaire pour la circonscription d'Etampes, elles sont très lacunaires sur le résistant et les témoignages oraux ne compensent pas ce manque. A défaut de mesurer exactement l'efficacité de ses activités résistantes, on verra du moins comment ses fonctions lui ont fourni une couverture efficace au point de conserver, pour sa hiérarchie comme pour les autorités collaboratrices et même beaucoup de ses instituteurs, une apparence de fonctionnaire dévoué au dessus de tout soupçon.

I- Un fonctionnaire modèle

Son dossier personnel conservé aux Archives nationales¹, montre le profil d'un excellent fonctionnaire, aussi bien sous la III^e République qu'au temps du régime de Vichy. Repérer les articulations principales de sa carrière aide à comprendre la genèse de l'engagement qui l'a conduit à jouer un double jeu efficace.

Un provincial monté à Paris

Né le 21 septembre 1888 d'un employé mégissier de Saint-Junien, près de Limoges, il n'a aucune attache avec Etampes où il arrive comme inspecteur primaire en octobre 1937. Bon élève de l'école primaire supérieure de Saint-Junien, il réussit en 1905 le concours de l'Ecole normale d'instituteurs de Limoges, haut-lieu de la Libre-Pensée. A Saint-Germain-les-Belles, son premier poste, une section cantonale de la Libre-Pensée existe aussi depuis 1888 et cet environnement idéologique a pu influencer notre "hussard noir". Mais nous ne lui connaissons pas d'engagement particulier, maçonnique, politique ou syndical. Après son service militaire (1909-1911) il retourne à Saint-Junien, puis obtient en 1913 sa mutation pour Bagnolet en région parisienne, tournant dans une carrière jusque-là classique : quitter son village natal pour monter vers la capitale traduit une ambition liée peut-être au souci d'entreprendre des études universitaires.

Mobilisé le 2 août 1914 au 2^e régiment mixte de zouaves tirailleurs, il devient sergent. Blessé en Artois², il perd l'usage de la main gauche et est réformé. Revenu à son école de Bagnolet pour la rentrée de 1916, il mute en 1919 pour l'école de la rue Bretonneau, dans le 20^e. Après 13 années d'enseignement effectif, il prépare et réussit en 1925 le certificat d'aptitude à l'Inspection de l'Enseignement primaire.

Jeune inspecteur primaire marié sans enfants, il fait ses preuves à Murat, puis à Aurillac. Cinq ans plus tard, en 1931, sa nomination à Limoges est une promotion, puisqu'il s'agit de son département d'origine où il inspectera d'anciens camarades. Après six années à Limoges, il cherche à retourner dans la région parisienne. Au prestige de la capitale s'ajoute le supplément de traitement réservé aux fonctionnaires de la Seine et de la Seine-et-Oise. Ces postes du "cadre parisien" sont réservés aux inspecteurs les mieux notés et les plus diplômés, ou à ceux qui bénéficient des meilleurs appuis. Ne possédant ni licence, ni certificat d'aptitude au professorat dans les écoles normales, il est recommandé par le député de la Haute-Vienne,

¹ Dossier personnel de Louis Moreau, CHAN F¹⁷ 27444.

² "*Gradé très brave, a été blessé grièvement en entraînant brillamment sa section à l'assaut*", ordre n°3827 D, 9 octobre 1916. Il reçoit la médaille militaire et la croix de guerre avec palme.

président de la Commission des finances de l'Assemblée nationale. Et, à partir de 1936, il est très bien noté : "*c'est un entraîneur qui a le sens de l'organisation; il juge bien, sait donner et faire accepter les conseils nécessaires*" dit de lui son inspecteur d'académie de Haute-Vienne, toutes qualités qui lui seront bien utiles.

Un pédagogue compétent, novateur et apprécié

Dès ses débuts d'inspecteur, son ardeur novatrice dans toutes les directions est notée positivement. Appliquant à la lettre les instructions ministérielles qui imposent l'inspection quasi annuelle de tous les maîtres de chaque circonscription, il inspecte à tour de bras : 279 classes sur un total de 286, en 1931. Il imprime à ses frais le texte de ses conférences pédagogiques vendu aux maîtres pour le compte de la Caisse des Pupilles de l'Ecole publique. Il organise à Aurillac la fête du cinquantenaire de l'Ecole publique. A Limoges, il dirige les émissions de « l'Oncle Louis » sur radio-Limoges, stimule les activités péri-scolaires. A son arrivée à Etampes, circonscription couvrant les cantons de Dourdan, Méréville, La Ferté-Alais, Milly et Arpajon, le nouvel inspecteur annonce qu'il sera constamment sur la brèche et tiendra ses maîtres en haleine par des visites fréquentes et des conférences pédagogiques obligatoires dont les contenus seront ronéotés et diffusés. Chaque instituteur doit signer et conserver soigneusement³ ses nombreuses circulaires et notes de service. Leur ton, éloigné des pratiques actuelles, traduit la relation d'un chef qui sait se faire aimer autant que craindre de ses subordonnés.

Tous les témoignages que nous avons pu obtenir sont unanimes : l'inspecteur Moreau était très chaleureux, il était très estimé car foncièrement juste; humain, compréhensif, très dynamique; sympathique, abordable et pas spécialement impressionnant⁴. A ces qualités humaines nettement perçues par les jeunes enseignants d'alors, il joignait une compétence pédagogique dans tous les domaines, confirmée elle aussi par des témoins, soixante ans plus tard : "*il prenait la direction de la leçon de calcul, c'était éblouissant*". Même des écolières d'alors se souviennent de son passage dans leur classe : très gai et gentil avec les élèves, il avait fait une petite leçon de grammaire sur un mode agréable, avait récité *Le Lac* de Lamartine d'une façon inoubliable⁵... Il s'intéressait beaucoup à la musique et vérifiait que les élèves chantent bien. En éducation physique aussi, malgré le handicap de sa blessure, il était très attentif et se souvenait qu'il avait été joueur de rugby à l'Ecole normale.

Son souci de vulgarisation pédagogique et civique se manifeste à l'occasion du 150^e anniversaire de 1789 : il rédige pour le *Bulletin officiel municipal* d'Etampes quatre récits de la période révolutionnaire, dédiés par l'inspecteur et le maire d'Etampes « *à nos petits amis, les élèves des écoles publiques* ». Un peu plus tard, *Ma petite Patrie* est une plaquette de vulgarisation pour faire découvrir et aimer aux élèves l'histoire et le patrimoine local. Préparée dès 1941 auprès des instituteurs de la circonscription appelés à fournir de l'iconographie, elle a été rédigée avec l'aide d'un instituteur et de l'érudit secrétaire général de la mairie d'Etampes. Publiée en 1943 avec une subvention de la municipalité collaboratrice d'Etampes, elle sera rééditée en 1945 avec l'appui des autorités de la Libération. Son contenu, conforme aux orientations d'avant 1914⁶, est assez traditionnel : le Moyen Age constitue les

³ Grâce à l'instituteur Caussanel, secrétaire de mairie de Valpuseaux, canton de Milly-la-Forêt, on peut disposer de la série complète des circulaires et notes de service reçues par lui à l'école communale de Valpuseaux. ADE, E dépôt 12, 1R4.

⁴ Témoignages en 1999 de Mmes Chautard, institutrice à Athis-Mons en 1942, Blondeau, professeur de mathématiques au cours complémentaire de Juvisy en 1943, Courthellemont, institutrice à Viry en 1942. Témoignages en 2002 de M. et Mme Hébert, d'Egley, instituteur à Sainte-Geneviève et institutrice à Arpajon, de Mrs René Chaumette, instituteur à Arpajon puis à La Ferté-Alais, René Boinier, ancien maire de Cerny, jeune instituteur nommé en 1940 à l'école du Centre à Etampes, siège administratif de l'Inspection primaire.

⁵ Témoignages en 1999 de Mmes Rodes, élève au CM² de Mme Boyer à l'école A. Briand de Savigny s/Orge, et Bouillon, élève en 1942 à l'école de filles d'Etampes.

⁶ Cf. les instructions pédagogiques des Ecoles normales en 1905, *Etudiez le pays dans lequel vous avez à enseigner*, pour faire aimer la grande patrie par la découverte de la petite.

2/5 du volume, avec ses églises et ses châteaux, et la période contemporaine est sacrifiée, avec moins de 3% pour le XIXe et le XXe siècle.

L'inspecteur fait l'objet de rapports excellents : il a "*littéralement transformé cette circonscription d'Etampes, depuis longtemps parente pauvre du département, par son activité énorme, son action pédagogique indéniable, son honnêteté incontestable*"⁷, et il est jugé en 1940 "*le modèle des inspecteurs, avec des résultats exceptionnels dans tous les domaines*". Encore, en mars 1942, le nouvel inspecteur d'académie souligne que "*son expérience et son habileté diplomatique font de lui un négociateur tout indiqué pour les questions délicates*". Aussi, à l'été 1942, rien ne s'oppose à une mutation qui le rapproche de Paris. Mais celle-ci complique sérieusement sa vie quotidienne, en l'obligeant à prendre la circonscription de Juvisy tout en continuant à demeurer à Etampes. Astreint désormais à de longs déplacements, son activité professionnelle diminue à peine : il visite 265 classes en 1941-42, 231 en 1942-43 et 196 en 1943-44.

Un fonctionnaire d'autorité sous la Troisième République et sous Vichy

Ses positions idéologiques correspondent à ce qui est attendu d'un fonctionnaire de son grade : service de l'Etat et stricte neutralité politique. Ses origines et sa formation le prédestinaient à un engagement laïque. Son expérience de la guerre aurait pu le pousser vers le pacifisme et l'internationalisme, mais il n'était pas proche des positions du SNI et moins encore des "unitaires". Chez lui l'emportent le patriotisme républicain (mystique de la patrie en danger, exemple des volontaires de 1792) et la crainte du communisme - celui des années vingt comme celui des années 1938-40. Il a du être particulièrement heurté par la dénonciation communiste de la guerre impérialiste en 1939-40, autant que par le pacifisme du SNI d'avant-guerre qui amena certains syndicalistes à justifier les entreprises hitlériennes. Son anticommunisme est avéré en 1938⁸ et, s'il avait eu des sympathies à gauche, des rapports de police l'auraient signalé en novembre 1940. Sous l'Occupation, ce patriote apparaît aux autorités en place comme un fonctionnaire au dessus de tout soupçon.

Le caractère méticuleux et le ton autoritaire de ses circulaires semblent globalement les mêmes avant et après 1940. Il pratique le "*langage de chef*" et le "*style sévère*" que le régime de Vichy encourage chez ses fonctionnaires d'autorité. A la rentrée de septembre 1941, la reprise en main de l'Ecole s'accompagne d'un changement du contenu de l'enseignement dont il se fait le propagandiste : il encourage les instituteurs à s'entendre avec les curés pour l'instruction religieuse facultative deux fois par semaine, rompant ainsi avec des décennies de laïcité. Conformément aux ordres du préfet, il fait appliquer les nouveaux impératifs : photo du Maréchal dans chaque classe, première leçon de la rentrée consacrée à sa vie, affichage sous verre de son *Message à la Jeunesse*. Les "ligues de loyauté" sont encouragées, de même que la rédaction de lettres d'écoliers au Maréchal.

Simple rouage dans la machine de l'Education nationale, son rôle pouvait être redoutable à l'encontre des enseignants de la base, ou du moins devait paraître tel. Il fait appliquer la volonté du pouvoir avec courtoisie et diplomatie, mais aussi en utilisant la manière forte et la menace de sanctions : "*Il était dur, surtout avec les hommes. Avec ceux qu'il n'aimait pas, ça n'allait pas du tout.*"⁹. En réalité, on peut quelquefois, sans risque d'interprétation abusive, lire au travers de ses circulaires un message un peu différent. Ainsi, à de nombreuses reprises, souligne-t-il son désir de protéger les maîtres contre les risques qui les menacent, que ce soit à propos des manuels scolaires interdits - à détruire sous peine de 1000 F d'amende et d'un an de prison¹⁰ - des leçons à la gloire du chef de l'Etat dont les

⁷ Rapport de l'I.A. 1/03/1939, AN F¹⁷ 27444

⁸ Témoignage de Madame Poiget, institutrice à Champmotteux de 1937 à 1972, à l'occasion de la grève du 30 novembre 1938.

⁹ Mme Poiget et M. Boinier.

¹⁰ Septembre et décembre 1940.

cahiers doivent toujours porter la trace écrite (30/09/1941), ou de documents à rendre sous une certaine forme et dans un certain délai. Il précise alors : "*Je voulais montrer en haut lieu que les ordres donnés étaient, dans la circonscription d'Etampes, strictement exécutés, et prendre ainsi, pour vous, une sorte de caution contre les critiques extérieures toujours possibles.*"¹¹ Unique en son genre par sa franchise, cet aveu révèle la volonté de se protéger lui aussi, car la hiérarchie le presse de montrer l'exemple en s'engageant davantage dans le soutien au régime.

La volonté du régime de Vichy de mettre au pas les instituteurs et de les convertir au pétainisme, implique de commencer par épurer leur hiérarchie. Des enquêtes tatillonnes sont menées sur la douzaine d'inspecteurs primaires du département. Quatre seulement, dont Moreau, font l'objet de "*bons*" renseignements.¹² Une note du sous-préfet de Rambouillet éclaire la considération dont jouit notre inspecteur : "*L'attitude politique et le loyalisme de M. Moreau (...) ne font l'objet d'aucune remarque défavorable et la correction des sentiments de ce fonctionnaire semble corroborée par le fait qu'il prête bénévolement son concours à M. Lejeune, président de la Délégation spéciale d'Etampes*"¹³. Ce satisfecit précoce des autorités collaboratrices sera d'une grande utilité pour le résistant des années ultérieures. Dans le contexte du discours du "vent mauvais", le préfet Chevalier affirme que "*le rôle d'éducateur dépasse aujourd'hui le domaine strictement pédagogique*"¹⁴. Une surveillance accrue des enseignants s'ensuit. En février 1942, le préfet écrit au ministre de l'Intérieur qu'il souhaite écarter définitivement de la région parisienne certains personnels de l'enseignement primaire. Contrairement à l'inspecteur d'académie, pleinement confiant envers ses douze inspecteurs primaires, il ne croit pas que le personnel scolaire soit "*tout dévoué au pays*". Mais le nom de Moreau n'apparaît dans quasi aucun des documents que nous avons vus, sans doute parce que responsable d'une circonscription largement rurale et relativement tranquille. Il était alors considéré parmi les plus « dévoués », d'autant plus que le texte de *Ma petite Patrie* pouvait être lu comme parfaitement pétainiste : défense des communautés terriennes naturelles, des mérites de l'Eglise et de la monarchie, insistance sur les violences de la Révolution française, sous-estimation frappante des apports des régimes républicains.

Cependant, des réserves apparaissent à partir de 1943, puis en février 1944, dans les rapports le concernant : l'IA remarque qu'il « *parle quelquefois trop et ne sait pas toujours rester à sa place* ». ¹⁵ Son dernier rapport, en juin 1944, est équivoque : "*L'impression que laisse Monsieur Moreau est assez complexe : d'une part il attire par son activité, son zèle, sa flamme, son esprit d'initiative; d'autre part il n'inspire pas une confiance sans limite, sans doute parce qu'il paraît manquer parfois de méthode et de persévérance. Il mérite cependant d'être encouragé car ses possibilités sont évidentes.*"¹⁶ Encouragements étranges pour un homme de 56 ans qui a largement fait ses preuves après 18 ans de carrière comme inspecteur ! Et à moins de deux semaines de son arrestation, comment estimer que Moreau "*n'inspire pas une confiance sans limite*" en se fondant seulement sur son "*manque de méthode et de persévérance*" ? Se doute-t-on alors en haut lieu de ses responsabilités dans la Résistance ?

¹¹ Note du 23/03/1942. Cf. Madame Poiget : "*Il nous conseillait de bien écrire "Travail, Famille, Patrie" au tableau et sur les cahiers pour ne pas avoir d'ennuis*".

¹² Novembre 1940, ADY, T sup. 183.

¹³ Jean Marquet, sous-préfet de Rambouillet, 27/11/1940, ADY, T sup. 183.

¹⁴ Lettre à l'Inspecteur d'académie pour la rentrée, 23/09/1941. Il ajoute : "*tous les jeunes Français doivent suivre aveuglément les consignes du Maréchal*". ADY, T sup. 61.

¹⁵ 23 mars 1943.

¹⁶ Inspecteur général Gourdon, rapport du 15 juin 1944. AN F¹⁷ 27444.

II- « Derrière l'inspecteur se trouvait le patriote »

Pour un homme de devoir et d'autorité, le choix de résister a du être difficile. Cela impliquait à la fois l'action contre l'ennemi et la désobéissance à l'administration et au gouvernement français, cas de conscience douloureux dans un contexte où l'accent était mis tous les jours sur la loyauté comme valeur de base.

Dater son engagement résistant est difficile faute de sources ou de témoignages précis et fiables.¹⁷ Dès juillet 1942 il semble faire partie du comité directeur du mouvement Libération-Nord pour la région parisienne¹⁸, ce qui implique des activités bien antérieures. Mais rien ne confirme qu'il ait, comme le dit dans son éloge funèbre¹⁹ l'abbé Grossetête, curé de Saint-Martin d'Etampes, entendu l'appel du 18 juin et entrepris "*tout de suite, au milieu des Allemands*" une action de résistance. Selon Jo Bouillon, Moreau aurait commencé à rassembler des bonnes volontés et à résister dès 1941; selon son collègue Guignepain qui dit ne pas pouvoir préciser la date de son entrée en résistance, il aurait été mis en relation avec Libération-Nord par Robert Monvoisin²⁰, entrepreneur à Villeneuve-le-Roi, et par un certain Moreau, directeur d'école privée à Montlhéry. Henri Poirier, qui prend la relève à Etampes après son arrestation, affirme qu'il n'existait dans cette ville aucun groupe constitué de résistants à la mi-1942²¹.

Comprendre son engagement implique de rechercher ses convictions et leur évolution. On imagine que l'ancien combattant a souffert de la défaite et de l'occupation²², mais le fonctionnaire a pu croire un temps aux discours du chef de l'Etat, peut-être même à la thèse de l'épée et du bouclier. Plus anti-allemand qu'anti-pétainiste, il n'a peut-être réagi qu'à partir du moment où, en 1941, le ministre Carcopino incite les enseignants à une action politique en direction des élèves. Dès lors a pu se construire son refus du régime, fondé nécessairement sur le refus de la collaboration et la défense de la République. Si, en 1943, la République tient une place ténue dans *Ma petite Patrie*, cela n'est peut-être qu'un camouflage commode... On voit la difficulté de cerner ses idées, notamment pour savoir comment il est passé d'un patriotisme pétainiste à un patriotisme résistant.

Méthode et action

Une fois engagé, il est particulièrement bien placé pour devenir "*l'âme de la Résistance dans la région d'Etampes*"²³. Sans enfant, avec une épouse partageant ses idées et prête à le seconder, ses obligations professionnelles le mettent en contact avec des milieux très différents, l'astreignent à une correspondance importante et le font voyager constamment et par tous les moyens dans sa circonscription et à Versailles ou à Paris. Sa mutation à Juvisy en novembre 1942, élargit encore ses possibilités d'action puisqu'il loge encore à Etampes. Son naturel ouvert et sympathique lui permet de gagner la confiance de ses interlocuteurs. "*Petit de taille, d'apparence frêle, les yeux très doux, sans rien d'un guerrier: c'est un homme! Tout ceux qui l'ont approché l'ont aimé, gosses, instituteurs, habitants d'Etampes. Un esprit*

¹⁷ L'inspecteur primaire Guignepain, correspondant départemental de la Commission d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, a rassemblé entre 1948 et 1950 des témoignages et des informations issus notamment des comptes-rendus réalisés au sein du mouvement Libération-Nord. (CHAN, 72 AJ).

¹⁸ D'après le résumé d'activités de Jean Straumann, militant de *Police et Patrie* à la Préfecture de police et à la police d'Etat de Seine et Oise. 22/10/1945, AN 72 AJ 71.

¹⁹ Lors de l'hommage solennel qui lui est rendu le 18 mai 1945.

²⁰ Futur vice-président du Comité départemental de Libération de Seine et Oise.

²¹ Henri POIRIER, *Un Français dans la nuit*, 245 p. La Pensée universelle, 1971/1976, p. 38.

²² Henri Poirier le dit à sa façon, *op. cit.* p.61 : "*Incapable d'un sentiment qui l'eût porté à accomplir un acte inhumain, il souffre d'une façon intolérable des atrocités commises par l'ennemi. A cette pensée, il s'agite et on sent en lui une volonté implacable, un désir farouche de détruire tout ce qui est boche. Il est atteint dans ses sentiments les plus intimes, à la fois par la mutilation et par le double déchirement de la patrie.*"

²³ *Ma petite Patrie*, 1945. p. 119.

charmant, une âme de poète; l'honnête homme belligérant selon Victor Hugo"²⁴. Son existence modeste et son apparence de père tranquille et de fonctionnaire docile, font qu'il peut sonder facilement d'éventuels partisans sans se départir d'une indispensable discrétion. Chaque inspection est l'occasion d'un entretien approfondi où sont évoquées les aspirations et les difficultés des maîtres, ainsi que leurs relations avec les autorités locales. Parmi ses instituteurs, il préfère recruter des gens d'un certain âge, hommes ou femmes qu'il connaît bien, en dehors des jeunes fraîchement émoulus de leurs études²⁵. Il ne fait pas appel à des syndicalistes et se refuse à contacter des communistes ou supposés tels, tandis qu'il s'adresse parfois à des gens de droite²⁶.

Une fois la confiance établie et les convictions vérifiées, il propose des activités adaptées à chacun, de la diffusion de la presse clandestine à l'aide ponctuelle des individus (jeunes instituteurs requis pour le STO, aviateurs à cacher), en passant par les liaisons et la collecte d'informations. A certains instituteurs secrétaires de mairie il demande des cartes d'alimentation, plus rarement, des cartes d'identité vierges, plus fréquemment, un poulet, un lapin ou des œufs.²⁷

Du fait de ses qualités personnelles et des facilités qu'offre sa fonction, l'inspecteur organise vers 1943 une sorte de petit réseau étampois, assez cloisonné et dont il est devenu le chef sous le pseudonyme de *Vincent*, nom de famille de sa mère. Dans ce groupe, les enseignants sont nombreux, mais pas seuls. Citons Madeleine Dupont, institutrice à La Montagne (Morigny-Champigny), Maise, instituteur à Gironville, André Dupuis, directeur d'école à D'Huisson-Longueville, Raphaël Bouillon, directeur à La Ferté-Alais, Vitry, directeur à Méréville. Il peut compter aussi sur un cafetier (Pierre Pecquet) à la tête d'un petit groupe d'amis actifs, sur le curé de Saint Martin d'Etampes (abbé Grossetête), le percepteur d'Abbeville-la-Rivière (François Quilici, futur président local de Libération-Nord); il est mis en relation, fin 1942, par un jeune employé du chemin de fer (Jo Bouillon) avec le sous-chef de gare d'Etampes (Gaston Beau). Il s'y ajoute un fermier, un épicier, un pompier, un directeur de sucrerie, un entrepreneur de pompes funèbres, un fonctionnaire des Contributions indirectes, un ex-capitaine de l'armée suisse... D'après le compte-rendu conservé aux Archives nationales, son rôle est d'organiser le secteur d'Etampes pour Libération-Nord²⁸.

Assez vite, il coordonne l'action d'autres chefs de secteur, ou du moins exploite ou transmet une partie des renseignements dont ils peuvent disposer. C'est le cas vis-à-vis de François Legoff, chef de secteur à Morangis, Attale, à Mennecey, Fernand Harmand à Brétigny et Arpajon où un directeur d'école, Pellet²⁹, assure la liaison avec Moreau. A l'échelon régional, sans que l'on puisse déterminer clairement son rôle, il est en contact avec plusieurs responsables de Libération-Nord qu'il connaît sur le plan professionnel, en particulier le *capitaine Georges* (C. Deynoux), principal responsable pour la Seine-et-Oise-sud et futur chef régional FFI, qui était directeur d'école à Villeneuve-le-Roi, le *lieutenant Paray* (L. Legrand), directeur d'école à Ablon, et Henri Sevrain, instituteur à Villiers-sur-Orge. On a vu qu'il participe, en juillet 1942, au comité directeur de Libération-Nord pour la région parisienne. La

²⁴ Henri Poirier, "A mon chef", *Journal d'Etampes*, 19 mai 1945. Voir aussi ses souvenirs, *op. cit.* p.60-61. Ce jugement est partagé par les témoins que nous avons interrogés.

²⁵ Plusieurs témoins, alors en début de carrière, n'ont su qu'après la guerre le rôle véritable de leur inspecteur et ne s'en étaient pas du tout doutés. René Boinier, jeune instituteur qu'il avait pris en amitié, a été encouragé par lui à entrer dans la clandestinité en janvier 1943, sans pour autant qu'il lui révèle ses activités résistantes. Plus tard Moreau le fera revenir pour enseigner sous un nom d'emprunt dans une institution de Marcoussis, sans l'utiliser particulièrement pour des actes de résistance.

²⁶ Comme Raphaël Bouillon, frère de Jo Bouillon.

²⁷ Comme il l'a fait auprès de Madame Poiget dont il savait les sympathies communistes, mais à qui il a laissé croire qu'il s'agissait d'un petit trafic purement personnel pour le ravitaillement familial...

²⁸ AN, 72 AJ 194 BIIB.

²⁹ Ancien socialiste, il participe d'abord au mouvement CDLL-Vengeance puis à Libération-Nord : "*En mars 1944, j'eus la visite de Louis Moreau qui essayait de constituer un groupe de résistants à Arpajon avec un ancien officier comme chef. Ne pouvant y arriver, je lui propose de reconstituer mon ancien groupe. A dater de mai 1944 nous travaillons ensemble. J'y emmène le groupe Harmand qui travaille avec la SFIO. Nous sommes alors incorporés dans Libération-Nord. Moreau s'occupe de l'organisation financière.*" ADY 1W 420.

préface de *Ma petite Patrie*, en 1945, le range parmi les responsables régionaux de Libération-Nord ; d'autres sources le présentent comme chef de la Résistance en Seine-et-Oise en juin 1944, ou président du Comité départemental de libération. Même si la référence à de telles fonctions nous paraît erronée, l'importance incontestable qui lui est reconnue tient à l'efficacité de l'action menée dans son secteur pendant plusieurs années : cache d'armes et de réfractaires, récupération d'aviateurs, propagande et, dans la dernière phase, entraînement militaire. Mais le plus important ici est le renseignement.

La région d'Etampes a une importance particulière par sa situation sur l'axe routier et ferroviaire Paris-Orléans et du fait de la présence d'aérodromes militaires. Au sud de la ville se trouve l'important camp d'aviation de Mondésir, tandis que l'Etat-major général de la Luftwaffe en France est installé au nord, dans le château Brunehaut, et que tout le secteur fourmille de services annexes allemands, écoles de formation des officiers de l'Air et du personnel féminin de l'Etat-Major, service topographique de la Luftwaffe et services policiers nazis. A la population locale s'ajoute un effectif allemand de près de 12000 personnes, disséminées pour partie chez l'habitant en ville et dans les proches environs. La surveillance du nœud ferroviaire d'Etampes est le fait du sous-chef de gare, Gaston Beau, grâce à qui Moreau connaît et peut transmettre des informations solides sur les convois de troupes ou de marchandises prévus. Plus important encore, est le travail de renseignement sur les aérodromes et les mouvements aériens de l'ennemi. Moreau reçoit et transmet des plans détaillés des camps d'aviation des environs, avec les états successifs des aménagements et les effectifs en appareils et en hommes, notamment pour Brétigny sur Orge grâce à Fernand Harmand, d'Arpajon, qui connaissait un menuisier travaillant sur l'aérodrome³⁰. L'action la plus fructueuse fut menée en direction de l'Etat-Major de la Luftwaffe commandé par le général Weissmann : à partir d'une date non précisée, François Quilici réussit à capter la confiance d'un Autrichien, secrétaire à l'Etat-Major. Par lui, le groupe Moreau aurait disposé du code chiffré des transmissions de la Luftwaffe et aurait fait connaître à Londres nombre de renseignements tels que les codes utilisés entre avions et entre aérodromes et avions, y compris pour les transmissions avec l'armée de terre; s'y ajoutent des données sur les positions des divisions en France, l'activité des aérodromes, les nouveaux types d'avions, les projets d'opérations, le moral des troupes etc.³¹

Pour préparer le débarquement, le plan interallié *Sussex*, conçu fin 1943 à Londres par le BCRA, vise à parachuter sur les arrières de l'ennemi une cinquantaine d'équipes d'opérateurs radio capables de fournir rapidement au commandement allié des renseignements sur le dispositif et les mouvements allemands. Moreau, choisi comme homme-clé connaissant bien la région, pour accueillir une équipe, reçoit le 25 mai 1944, dans des conditions un peu rocambolesques³², deux radios français fraîchement parachutés, le lieutenant de Perthuis, *Claude* (ou *Bertrand*), officier de renseignement, et le sous-lieutenant Drap, *René*, spécialiste radio, formant la mission *Diane*. L'arrivée de ces spécialistes entraînés et équipés intensifie l'action de la Résistance locale, mais la rend plus dangereuse aussi, dans la mesure où la Gestapo et le contre-espionnage s'activent à repérer les émissions radio et obligent à déplacer fréquemment le poste émetteur, y compris dans le clocher de l'église Saint-Martin.

A l'actif de cette collaboration doit notamment être porté le succès du bombardement allié sur Etampes dans la nuit du 9 au 10 juin 1944, qui détruit en 35 minutes, avec une relative précision, le nœud ferroviaire et le quartier Saint-Gilles où étaient installés une partie des

³⁰ AN. 72 AJ 59 AII9.

³¹ Notice Guignepain, sur la base d'informations fournies par Henri Poirier. AN 72 AJ 194 BIII6, p. 49-50. Informations à vérifier d'autant plus que l'on ignore à partir de quand le groupe de Moreau a pu commencer à entrer en possession de ces données.

³² Racontés en détail par H. Poirier, *op. cit.* p. 73-76.

services allemands³³. Prévenus de la date, les résistants locaux sont restés sur place, échappant de justesse, avec l'émetteur radio, aux bombes alliées. Ce travail de renseignement valut par deux fois au groupe d'Etampes des félicitations alliées retransmises par la B.B.C.³⁴

La fin

La fin est brutale et partiellement dans l'ombre. Le 29 juin au petit matin, il est arrêté chez lui par trois Français de la Milice, au service de la Gestapo³⁵. Son sang-froid et celui de son épouse permettent au lieutenant *Claude* qui logeait dans la pièce voisine de s'enfuir sans trop laisser de traces. A la prison de Fresnes, il est mis à la question et son dénonciateur le reconnaît formellement. Ensuite, la Gestapo le conduit avenue Foch à Paris où il aurait été à nouveau torturé pendant sept jours par des Français (interrogatoire à "la baignoire"). A Compiègne, plusieurs témoins attestent de sa sérénité et de sa confiance, "*allant de l'un à l'autre pour apporter sa parole réconfortante et bâtir l'avenir*".³⁶ Le 17 août, numéro 81470, il fait partie de l'avant-dernier convoi important envoyé à Buchenwald. A l'arrivée, le 22 août après 5 jours de calvaire dans la fournaise de l'été, les chiffres officiels donnent un total de 246 hommes, soit 4 hommes décédés durant le trajet³⁷. Malgré leur imprécision relative, ces chiffres invalident le récit de Guignepain, selon lequel il n'y aurait eu à l'arrivée que 11 survivants, dont Moreau, sur les 117 hommes entassés dans un wagon à bestiaux prévu pour quarante. Moreau qui était un des plus âgés est arrivé très affaibli au camp; il ne survit qu'un mois et meurt d'une crise cardiaque ou d'un œdème pulmonaire³⁸.

Placé comme sur un piédestal grâce aux résultats de son équipe et surtout du fait de sa disparition tragique, Louis Moreau est pourtant de tous côtés critiqué pour son "imprudence". En mai 1945, lors du service célébré à sa mémoire, son compagnon et ami, l'abbé Grossetête, pose la question et lui donne une réponse qui ne fait pas l'unanimité : "*On a dit, peut-être répètera-t-on, "Mais il était imprudent..!" Pour ceux qui parlent ainsi, la prudence, c'était de ne rien faire (...) Mais dans son activité intense, il était, je puis l'affirmer, la prudence même*". En sens inverse, Serge Lefranc affirme qu'il était au courant de son comportement imprudent et qu'il avait même demandé à son épouse, Gisèle Arrault³⁹, de prévenir Moreau de quitter rapidement son domicile. L'inspecteur Barret le confirme lors de la cérémonie commémorative organisée à Juvisy, en novembre 1945⁴⁰ : "*Hélas! Il allait au danger insouciant, heureux, sans la moindre prudence. (...) Brûlez, lui disais-je, tout ce qui ne doit pas être sauvé (...) D'un geste de la main, il balayait ce conseil à la manière de ceux qui (...)*

³³ Avec la disparition d'environ 500 victimes, habitants d'Etampes, réfugiés, militaires et civils allemands. Gilbert DREANO, auteur-éditeur, *1939-1945 en Seine et Oise, du côté de Etampes Méréville*, album-documents, 1995. p. 56-58.

³⁴ Si le groupe Moreau a été l'organisation la plus efficace dans la région d'Etampes, d'autres résistants ont agi aussi. Autour d'un adjoint au maire d'Etampes, M. Audemard, s'est constitué un groupe sous l'égide de CDLV (*Ceux de la Libération-Vengeance*) jusqu'à ce que la répression démantèle le groupe et récupère le 10 novembre 1943 un stock d'armes parachutées six mois plus tôt et cachées par Gaspard Lafouasse, entrepreneur de battage à Boissy-La-Rivière. (G. Dréano, *op. cit.*)

³⁵ Guignepain précise qu'il a été dénoncé pour la somme de 60000 F. Selon Jo Bouillon, le dénonciateur était d'Etampes.

³⁶ *Le Républicain*, n° 35, 1^{er} juin 1945, "A la mémoire de notre camarade Moreau".

³⁷ 40 décès selon le tableau récapitulatif publié dans "*Le Serment*", n° 85, 4^e trimestre 1971. Mais l'état nominatif des 1250 déportés du convoi du 22 août (Mémorial de Caen, BU 7/12-9/15) indique seulement 4 noms d'hommes décédés durant le trajet (documents aimablement communiqués par l'Association Buchenwald-Dora).

³⁸ Le 29 septembre, selon les témoignages versés au dossier de liquidation de pension pour sa veuve (F17 27444), le 23 septembre, selon Guignepain.

³⁹ Institutrice informée officiellement par Moreau de sa révocation en 1941. S. Lefranc, *op. cit.* p. 79. Moreau aurait répondu en 1944 : "*Ils peuvent venir chez moi, ils ne trouveront rien.*" Sa grande capacité de mémoire lui permettait d'emmagasiner beaucoup d'informations sans rien noter.

⁴⁰ *Bulletin départemental de l'Enseignement primaire*, décembre 1945, n°7, p. 23-24.

gardent confiance en leur étoile." Les témoins répètent la même chose aujourd'hui : il parlait peut-être trop, n'était pas du tout prudent, disant "*il faut résister!*" et "*moi, on ne peut rien me faire*", ou "*j'ai fait le sacrifice de ma vie*". Jo Bouillon l'a vu très déterminé, ne se cachant pas, circulant à toute heure. Il est bien difficile d'aller contre une telle convergence de souvenirs qui font de Moreau une victime de son imprudence, même si aucune preuve précise ne vient le confirmer.

En fait, il semble qu'il y ait toujours eu un décalage entre ce "père tranquille", à la parole facile, exprimant parfois clairement sa haine de l'occupant, son mépris des collaborateurs et sa conviction d'une résistance possible et nécessaire, et le chef de secteur discret (nous n'avons vu aucun rapport de police négatif le concernant), efficace et réellement prudent, camouflé derrière le fonctionnaire zélé. Preuve en est le cloisonnement strict qu'il a su maintenir : les gens de son groupe ne se connaissaient guère et son successeur a eu du mal à renouer les fils du réseau à l'été 1944. De plus, aucune arrestation n'a touché le groupe depuis sa formation jusqu'en juin 1944, et malgré la fouille de son domicile où logeait *Claude*, il n'y en a pas eu d'autres après l'arrestation du chef, lequel eut la force de garder pour lui tous les noms et les secrets qu'il connaissait.

Philippe OULMONT
Professeur agrégé d'histoire
2005

Recherches sur Internet - 2015

La Ferté Alais et la guerre 39-45 par Philippe Autrive
http://lafertealais.com/contents/fr/d22_les_personnages_fertois_guerre_39_45.html

La résistance est représentée à travers Louis MOREAU, chef de la résistance pour la région sud du département de Seine-et-Oise, arrêté en 1944, il meurt en déportation à Buchenwald.



Son domaine hiérarchique était extraordinaire et allait du canton de Méreville à celui de Juvisy sur orge en passant par Milly, la Ferté-alais, Arpajon, Montlhéry ou Dourdan sans oublier Etampes.



Louis Moreau est au centre de la photographie



« Louis Moreau est né le 21 septembre 1888 à Saint-Junien près de Limoges. Il devient Inspecteur Primaire en 1925 et arrive à Etampes en 1938. Il entre dans le combat clandestin sous le nom de Vincent où il va apporter les ressources de sa subtile intelligence. Dénoncé le 21 juin 1944, il a le temps de sauver l'officier qui dort à côté. Il est arrêté, incarcéré à Fresnes où il est torturé puis à Compiègne d'où il partira dans le dernier train de la mort (117 hommes dans le wagon sans air, sans sommeil, sans repos, sans même de l'eau ; arrivée à 11 survivants, épuisés à Buchenwald. Louis MOREAU meurt le 23 septembre 1944 épuisé par les tortures et ce voyage sans nom. »

René CHAUMETTE le 18/04/03

L'école primaire du centre ville porte le nom de Louis MOREAU.

« M. Moreau, une école où l'on apprend à apprendre, porte votre nom, et chaque jour qui passe, des écoliers passent le pas de sa porte, pour lire, pour écrire, pour apprendre, seul rempart pour éloigner l'obscurité qui vous happé ».

Capitaine François Quilici
Rapport d'activité dans la Résistance à Étampes

<http://www.corpusetampois.com/che-20-quilici1954resistance.html>

Etampes, terre de résistance. Retrouvez l'article d'Etampes info en version intégrale

La Résistance est née très tôt à Etampes et dans sa région durant la Seconde Guerre mondiale, malgré la très forte présence allemande qui rendait les actions clandestines particulièrement dangereuses. Le principal réseau étampois, commandé par Louis-Moreau était effectivement spécialisé dans le renseignement aux Alliés...

« Il n'y a pas beaucoup de documentation d'archive concernant la Résistance car les actions étaient informelles et secrètes. C'est après guerre que nous avons pu découvrir quelques noms et actions de ces hommes et ces femmes de l'ombre », déclare Clément Wingler, le responsable des archives d'Etampes. « Nous savons par exemple que dès l'occupation, Pierre Pecquet, cafetier à Saint-Martin, avait rassemblé un petit groupe, en liaison avec François Faudet, un gendarme. Au début de 1943, Pecquet a été ensuite recruté par Louis Moreau, lui-même chargé d'organiser le secteur d'Étampes. Louis Moreau et ses amis se spécialisent dans les tâches de renseignement, la réception d'armes parachutées, la diffusion de tracts... Henri Poirier a été un autre grand personnage de la résistance étampoise en 1942. Chef local du réseau Libération Nord, il vient depuis Nantes, où il est fonctionnaire des contributions, ce qui lui permet de circuler assez facilement. Mais résister expose à un danger évident. » En mai 1943, un parachutage au hameau de la Montagne se passe mal. Dénoncés, les résistants sont arrêtés par la Wehrmacht. Six d'entre eux sont déportés, dont Gabriel Gautron. Lequel échappera à l'univers des camps de concentration et reviendra à Étampes via la Suède. En 1943, Pierre Audemard, maire adjoint, qui avait été arrêté par les autorités allemandes, mourra en déportation. A la fin du mois d'avril 1945, le rapatriement des prisonniers s'accélère. Si Gaspard Lafouasse et son fils André, résistants déportés à Buchenwald en 1943, reviennent à Boissy-la-Rivière, de même qu'André Picot, réfractaire au S.T.O (le Service du Travail Obligatoire) arrêté le 17 juillet 1944, nombreux sont leurs compagnons n'ont pas la chance de revoir la terre de France. Ce fut le triste sort de Louis Moreau, de Jacques Rohaut et de Pierre Audemard, résistant du mouvement "Ceux de la Libération-Vengeance". Le 9 septembre 1944, Gaston Palewki, qui représentait le Général de Gaulle, remettait solennellement la Médaille de la Résistance à plusieurs personnalités de la région d'Étampes : Louis Moreau (à titre posthume), Madame Moreau, l'abbé Grossetête, Serge Lefranc, Henri Poirier, François Quilici, Pierre Pecquet, Eugène Morin et Gaston Beau. « A nos héros, la Ville d'Etampes reconnaissante ».



Le témoignage de Jean Rigot, 91 ans, résistant Étampois :

« J'avais 19 ans. Je vivais à Etampes chez mon grand-père, boucher place de l'Ancienne Comédie. J'ai refusé le Service du Travail Obligatoire. Une personne en Beauce m'a fait des faux papiers et je suis parti vivre chez des cousins, à Beauvilliers dans l'Eure-et-Loir. Ils étaient tous résistants. On écoutait tous les jours la radio de Londres par laquelle on recevait des messages codés pour les maquis et mouvements de résistance. J'ai assisté à des parachutages de postes de radios émetteurs

et des conteneurs métalliques avec des armes en pièces détachées. On les remontait, puis on les cachait sous des balles d'avoine dans les hangars, en attendant que d'autres résistants viennent les chercher. Nous avons également creusé des abris à Voves pour cacher des prisonniers évadés. 10 mois après, le 18 mai 1944, nous avons décidé avec mes cousins d'aller dans un village voisin, à Allonnes. Vers 22 h, un détachement de soldats allemands de la S.D (Sicherheitsdienst), le service de la sécurité, a cerné l'ensemble des bâtiments. Ils ont demandé mes papiers et constaté qu'ils étaient faux. J'ai été arrêté, interrogé par la Gestapo, puis emprisonné à Chartres, puis à Orléans et Compiègne. Ils m'ont ensuite déporté au camp d'extermination de Neuengamme. Quand j'en suis sorti, je ne pesais plus que 34 kilos. »